

Politique économique et sociale

Ce qui nous attend et ce que nous voulons pour l'année 2015

« Oui à l'économie de marché! »



DR

Michel Godet
Membre de
l'Académie des
technologies
et essayiste (1)

Notre pays est mal dans sa peau. Le pessimisme vis-à-vis de l'avenir tout comme le rejet de l'économie de marché font partie de l'exception française et ne datent pas de la crise de 2008-2014. Cela fait vingt ans que, dans les enquêtes européennes, la moitié des Français déclarent avoir peur de tomber dans l'exclusion. Pour ma part, je reste confiant face à l'avenir malgré les imperfections de notre économie de marché et la montée choquante des inégalités (moins en France qu'ailleurs), malgré les dérives, bien réelles, de la finance internationale. En effet, les facteurs de développement sont d'abord endogènes et il est possible d'avoir moins de 5 % de chômeurs

comme en Allemagne ou en Suisse et même en France comme dans le pays de Vitré, le Choletais vendéen, dans l'Ain ou dans le Cantal. Les clés de ces succès sont à la portée de tous : volonté et compétence des élus, attractivité des territoires, qualité de vie et de logement, mixité sociale, inégalités pas trop fortes. Ces bonnes nouvelles ne suffisent pas à faire oublier le triste sort des plus démunis face à l'arrogance des nantis, de leurs privilèges économiques et statutaires, et à l'ignorance des réalités économiques où est tenue une bonne partie de population. La France a vécu depuis trente ans au-dessus de ses moyens, sous perfusion de la dette qu'il faudra bien rembourser en se mettant à la diète. En 2015, comme en 2014, on va vivre en empruntant 4 % de PIB, soit dix fois plus que la croissance réelle de ce même PIB (0,4 %) ! Obtenir une croissance de 1 % ne changera pas la réalité : le PIB par habitant continuera de baisser de 0,2 % par an, comme il le fait depuis 2008.

Dans ces conditions, nul besoin d'être prophète pour annoncer que la croissance molle des cheveux gris ne suffira pas à faire reculer le chômage qui va encore augmenter en 2015. Comment sortir de cette impasse ? La réponse est bien du côté de la politique de l'offre compétitive qu'entend mener le gouvernement Valls pour partir à la conquête des marchés émergents. Cette deuxième gauche réaliste, sociale-libérale

et malheureusement minoritaire dans son camp, a compris que c'est l'entrepreneur et l'innovation qui créent l'activité, la richesse et l'emploi. Elle sait que le coût du travail trop élevé tue l'emploi, que si les marges de rentabilité de nos entreprises sont faibles, il n'y a plus d'investissement ni de financement de l'innovation compétitive. Certains parmi la gauche de la gauche pensent qu'il suffirait de faire payer encore plus les riches ! 90 % des Français trouvent l'idée sympathique. Mais ils oublient que le 1 % des ménages les plus riches paient 30 % l'impôt sur le revenu. Aussi, lorsqu'ils partent, ceux qui sont restés doivent partager des impôts supplémentaires.

Suggérons une bonne résolution pour 2015 : incitons nos riches expatriés à revenir et développons la contagion du don chez eux afin d'améliorer l'état de nos finances publiques. Autant de marché que possible, mais autant d'État que nécessaire. C'est dire plus de marché où l'on en manque comme dans les monopoles sclérosés, mais aussi plus d'État stratège quand le long terme est en jeu. Car le marché est myope face au long terme. La Chine a montré l'efficacité de l'économie autoritaire de marché et Cuba la misère de l'économie autoritaire sans marché. La France a besoin d'un État plus fort pour permettre l'épanouissement de l'économie de marché tout en la maîtrisant. La formule de Lionel Jospin : « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché » est plus que jamais d'actualité. ●

(1) Dernier ouvrage : *Libérez l'emploi, pour sauver les retraites*, éditions Poche Odile Jacob.